



PROJET DE **BUDGET 2020** :
LA FONCTION PUBLIQUE
DOIT SE MOBILISER !

MANIFESTATION

LE JEUDI 5 DÉCEMBRE – 17H00, PLACE DE NEUVE
puis cortège jusqu'à l'Hôtel-de-Ville
(Corraterie, rues basses, Verdaine, Bourg-de-Four)

POUR DES POSTES AU BUDGET 2020
POUR LE RESPECT DES MECANISMES SALARIAUX
POUR DES SUBVENTIONS SUFFISANTES
POUR LE MAINTIEN DES PRESTATIONS À LA POPULATION

LE PERSONNEL GRAVEMENT PRIS EN OTAGE

Les 412 postes, déjà très insuffisants, mis au projet de budget 2020 par le Conseil d'Etat ont tous été sabrés par la commission des finances le 20 novembre dernier.

Si ce ne sont pas les annuités, alors ce sont les postes :
le personnel demeure la seule variable d'ajustement.

Manifestons pour faire entendre nos besoins !

LES PRESTATIONS ET LES INSTITUTIONS ***SUBVENTIONNÉES MISES EN DANGER***

Les subventions, enfin prévues au budget 2020 pour rétablir la pleine compensation des mécanismes salariaux, sont rabotées. Ces coupes vont définitivement mettre des institutions dans des difficultés insurmontables : des prestations risquent d'être supprimées.

Le déficit devient l'alibi **pour sabrer dans la fonction publique**. Ce choix de rigueur budgétaire n'est pas acceptable. **Alors qu'on a promis à la population que la réforme fiscale des entreprises (RFFA) n'aurait pas d'impact sur les prestations et les services publics, c'est bien évidemment tout le contraire.**

Manifestons pour un système salarial transparent !

SCORE toujours pas d'accord. Petite victoire d'étape, on a obtenu de repousser SCORE de trois mois. Mais nous n'avons aucune garantie, au stade actuel, quant à sa transparence et sa lisibilité. Difficile de faire confiance à un changement de système de rémunération qui prétend favoriser certains métiers dans un tel marasme budgétaire. Le peu de transparence de SCORE ne laisse rien augurer de bon.

LE CARTEL EXIGE UN BUDGET QUI PRÉSERVE, ET LES PRESTATIONS À LA POPULATION, ET LE PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Le personnel ne veut plus être la seule variable d'ajustement du budget !

Mobilisons-nous pour des postes supplémentaires !

**PB2020 : 660 postes en tout pour le Grand État, c'est encore largement insuffisant et
POURTANT nous apprenons que la commission de finances du 20 novembre
sabre tous les postes prévus par le Conseil d'Etat !**

412 postes dans l'administration est un minimum, mais c'est insuffisant. Il s'agit surtout de stabilisation des contrats précaires. Sans ces postes, des services entiers ne pourront simplement plus fonctionner.

A l'OCPM (Office cantonal de la population et des migrations) les postes créés dans le budget du CE répondent à de nouvelles prestations et ne résorbent pas les retards (deux ans d'attente pour un renouvellement de permis).

Au SPAd (Service de protection de l'adulte) c'est 40 postes qu'il faudrait, or seuls 15 sont proposés par le CE. Le personnel n'en peut plus et quitte le service. Aucun nouveau poste pour un SPMi (Service de protection des mineurs) en souffrance.

Au DIP, les 194 postes inscrits **servent à répondre à l'augmentation du nombre d'élèves (+562 élèves ces deux dernières années)** et à la mise en place de la nouvelle loi sur l'accueil jusqu'à 18 ans et l'école inclusive. Seuls quelques postes sont prévus pour augmenter le nombre **d'infirmières scolaires débordées**.

Les postes supplémentaires pour la sécurité répondent à l'extension de prisons ou à absorber les retards du pouvoir judiciaire.

Sans ces postes, le Conseil d'Etat devrait couper dans les prestations (supprimer, privatiser, ...).

Pour le « Grand État » les nouveaux postes sont ridicules. 4 seulement pour l'aide à domicile (IMAD) et quelques postes pour de nouveaux EMS. La plupart de ces nouveaux postes vont au CEVA et aux TPG (extension des prestations pour répondre aux besoins et à la démographie). L'UNI et les HES, qui accueillent toujours plus d'étudiant.es, ne reçoivent que quelques postes.

Il n'y a quasiment pas d'augmentation budgétaire pour le secteur du social alors que des années de

coupes linéaires ont contraint de nombreuses institutions subventionnées à engager du personnel à moindre coût, au détriment des prestations.

Ces postes ne sont pas des cadeaux du Conseil d'Etat : ils permettent juste aux services et structures de continuer de fonctionner. On ne parle même plus de qualité...

Mobilisons-nous contre ces plans d'austérités !

Le déficit du budget 2020 de l'État, n'est pas dû aux postes stabilisés ou créés. Il est principalement dû aux cadeaux fiscaux faits aux entreprises (RFFA) estimés à 328 millions. La droite en profite et tire sur les services publics : deux projets de loi visent à limiter brutalement les moyens des services publics dans les années à venir.

Mobilisons-nous pour défendre les prestations publiques et nos emplois !

NON à de nouvelles mesures structurelles : décider la suspension d'une annuité sur deux et des autres mécanismes salariaux comme le rattrapage du coût de la vie ou le doublement du dernier salaire avant la retraite, **c'est prendre le personnel encore et toujours comme variable d'ajustement** alors que le personnel est pressé comme un citron.

Le nouveau système salarial SCORE en discussion prévoit deux blocages d'annuités supplémentaires et la baisse de nombreuses indemnités en plus de sa non-lisibilité !

Mobilisons-nous pour une politique salariale transparente et équitable

**Nous avons
encore trois
mois pour
corriger ou
couler SCORE**

**SCORE
TOUJOURS PAS
D'ACCORD**